



CAIDP - RPCDI

LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ CANADIENNE EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

MESSAGE EXÉCUTIF

Le conseil d'administration du RPCDI a connu une perturbation inattendue peu après l'AGA. En juin 2023, trois membres du nouvel exécutif se sont retirés pour des raisons personnelles et professionnelles, laissant le poste de président et les deux postes de vice-présidents vacants. Cela signifiait que les postes des présidents des sous-comités de planification stratégique et de conférence étaient également vacants.

Le RPCDI remercie Ian et Vilupti pour leur travail acharné, en particulier pour le travail de Vilupti sur l'événement de programmation du 7 juin qui a été couronné de succès, et leur souhaite bonne chance pour la suite de leur carrière. David Comerford reste actif au sein du conseil d'administration.

Le conseil d'administration a pris des mesures pour se rétablir. Trois nouveaux membres du RPCDI ont été recrutés et élus lors de la réunion du 31 juillet 2023, à titre intérimaire, pour être confirmés par les membres lors de la prochaine AGA. Il s'agit des membres suivants:

- Bart Edes (professeur de pratique, Université McGill)
- Timothy Hodges (professeur de pratique en approches stratégiques des affaires mondiales à l'Institut d'études du développement international de l'Université McGill)
- Samira Saif (consultante indépendante en mesure des performances et en autonomisation économique des femmes).

Noel Millson et Brianna Parent Long ont été élus nouveaux vice-présidents du RPCDI. Pour l'instant, le poste de président du conseil d'administration reste vacant. Il a été convenu que, dans l'intervalle, Pamela Branch et Noel Millson feraient office de coprésidents.

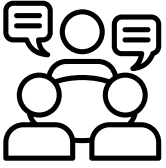


comité de programmation et des conférences. Le comité de planification stratégique a été fusionné avec le comité de génération de revenus et de croissance pour devenir le comité de stratégie, de génération de revenus et de croissance, avec Jane Jamieson et Christian Novak comme co-responsables.

Les comités représentés à la réunion du 31 juillet ont fait état des progrès suivants :

- Le comité des relations extérieures a tenu une réunion avec le directeur financier au début du mois de juin et a rencontré AMC pour discuter de l'évolution des risques à la fin du mois de juin
 - Le comité de programmation et des conférences a rendu compte de l'événement du 7 juin ; il travaille à l'organisation d'une deuxième réunion d'information à l'intention des parlementaires et planifie à nouveau une conférence du RPCDI, désormais prévue pour février 2024
 - Le comité de stratégie, génération de revenus et croissance a présenté sa stratégie visant à augmenter le nombre de membres et les revenus
- Le comité des technologies de l'information et des communications numériques continue de discuter de stratégies utilisant tous les flux de médias sociaux dont dispose le RPCDI pour impliquer les membres





ARTICLE D'OPINION

Perturber la folie des fonds fiduciaires par Ted Jackson

"Oui, vous avez raison, cette question est certainement importante. Notre problème est que nous n'avons tout simplement pas le budget nécessaire pour l'aborder pleinement. Pour lui rendre justice, nous avons besoin de plus d'argent".

Les représentants des donateurs de ce fonds fiduciaire multi-donateurs d'une banque multilatérale de développement (BMD) ont tiré un coup de semonce à travers la proue de l'équipe du fonds fiduciaire, demandant davantage de projets basés dans les pays les plus pauvres et mis en œuvre par des partenaires locaux plutôt que par le personnel de la banque, s'attaquant à la pauvreté des ménages sur le terrain et accélérant et approfondissant les efforts en faveur de l'égalité hommes-femmes.

Et, à chaque fois, le chef de l'équipe du fonds fiduciaire - avec élégance, calme, sans effusion de sang, de manière sonore - riposte par une proposition de collecte de fonds, alors même que le compte du fonds fiduciaire regorge déjà de dizaines de millions de dollars non dépensés.

Pendant deux jours de réunions, cette performance a été aussi résolue que répulsive.

Ayant fourni une grande partie de leur financement au fonds fiduciaire en amont du cycle de programmation, les donateurs avaient peu d'influence sur le comportement de l'équipe.

Pour le personnel de la banque, leur responsabilité première était clairement de pousser "vers le haut", i.e. atteindre les objectifs de collecte de fonds et augmenter le budget, tout le temps. Il n'y avait pas le moindre indice d'une responsabilité "descendante" envers les personnes au nom desquelles ils sont censés travailler : les pauvres et les marginalisés du Sud.

L'incitation à des campagnes permanentes de collecte de fonds par les employés des BMD a atteint de nouveaux sommets d'intérêt institutionnel égoïste et vénal. Il faut perturber, et, en fin de compte, briser ces systèmes de récompense ainsi que la culture organisationnelle à leur source.

La plateforme d'information sur le développement DevEx a récemment posé la question suivante : "La Banque mondiale est-elle en train de devenir folle des fonds fiduciaires ?" Avec plus de 360 fonds fiduciaires d'une valeur d'environ 14 B, c'est manifestement déjà le cas.

Grand habitué des fonds fiduciaires, le Canada devrait collaborer avec ses pairs donateurs au niveau des conseils et du personnel de la Banque mondiale et des banques régionales de développement afin de réduire le nombre de fonds fiduciaires, de hiérarchiser leurs thèmes et de réformer la manière dont ils sont utilisés ainsi que la façon d'évaluer le rendement de leur personnel.



ARTICLE D'OPINION

Perturber la folie des fonds fiduciaires par Ted Jackson

Il faut récompenser le personnel des BMD pour lutter contre la pauvreté, et pas seulement à collecter de l'argent. C'est le fait d'améliorer la vie des gens, une vie plus juste, plus propre et plus sûre, qui doit justifier leur promotion, pas le fait de gonfler sans cesse et sans réfléchir les budgets des institutions qui les emploient.

La Banque mondiale et ses banques régionales sœurs ont toujours été, eh bien, des banques : mues par le revenu, elles sont des institutions par et pour elles-mêmes, coûteuses, arrogantes et autoréférentielles. Plus, leur folie des fonds fiduciaires est allée trop loin.

Et pourtant, malgré tout cela, la Banque mondiale demeure l'institution de développement la plus intelligente de la planète.

Elle seule a la capacité, le poids requis pour s'attaquer à l'industrie récalcitrante des combustibles fossiles qui menace de déstabiliser les accords internationaux sur tous les sujets, des objectifs d'émissions nettes zéro à la réduction de la pollution plastique en passant par la conservation de la biodiversité.

S'engager, perturber, réformer. En ce qui concerne les BMD, voilà la voie à suivre.

Edward Jackson, professeur d'université et consultant en gestion basé à Ottawa, est président de E. T. Jackson and Associates Ltd., un membre fondateur du RPCDI.



QUELQUES ANALYSES DU RPCDI

août 2023	(A)
Membres	90
Hub abonnés	1,287
Facebook abonnés	1,083
Twitter abonnés	622
LinkedIn membres	615

RÉSERVEZ

LA DATE!

CONFÉRENCE DU RPCDI

FÉVRIER 20-22 2024





ARTICLE D'OPINION

L'aide au développement en conflit : Une nouvelle vague durable de sécuritisation ? par Jonas Mikkelsen

En 2023, le monde est très loin de « la fin de l'histoire » et de la victoire totale de la démocratie libérale proclamée en 1992.

Ponctué par le 11 septembre, le discours sur la sécuritisation de l'aide au développement a pris un poids existentiel. La diffusion du pouvoir, l'instabilité et les conflits sont désormais plus fréquents.

Avec la guerre en Ukraine, ses conséquences éventuelles et la reconstruction du pays, il est difficile de ne pas voir une nouvelle vague de sécuritisation de l'aide au développement.

Le Canada a fermement soutenu les efforts de l'Ukraine par une aide militaire directe - le sommet de l'OTAN a donné à M. Trudeau l'occasion de s'engager à poursuivre son soutien. La promesse faite à l'Ukraine a été faite dans le cadre du G7 et de l'alliance de l'OTAN, soulignant l'alignement de la sécurité du Canada sur l'alliance et ses partenaires les plus proches.

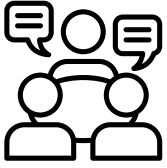
Lorsque le premier ministre s'adresse à ses électeurs plutôt qu'au ministre du développement international, les enjeux de politique intérieure augmentent. La question de la sécurité domine le débat, laissant peu de place à un programme de développement normatif.

Les publications de l'école de Copenhague popularisant le terme "sécuritisation" dans l'étude des relations internationales sont utiles à cet égard. Il s'agit d'un terme critique pour désigner la manière dont des domaines qui n'étaient pas liés à des préoccupations de sécurité sont "sécurisés" par des acteurs qui leur attribuent une valeur de sécurité (généralement nationale). Cela leur permet d'être considérés comme des problèmes urgents et d'être traités par des moyens extraordinaires.

Les électeurs nationaux sont actuellement confrontés à de multiples crises liées au coût de la vie, au logement et à l'impact réel du changement climatique, entre autres. La liste est longue. L'aide au développement ne se vend pas dans cet environnement politique national - l'impératif de sécurité ne le fera peut-être pas non plus, mais il recevra probablement un accueil moins hostile de la part des électeurs en raison de sa sécuritisation.

Il existe une différence significative entre un ministre du développement qui s'engage pour un projet d'assainissement de l'eau et le premier ministre qui s'engage à soutenir un pays en guerre "aussi longtemps qu'il le faudra".

En outre, il est très difficile pour les politiciens de refuser un programme de sécuritisation du bureau du premier ministre tout en paraissant légitimes aux yeux des électeurs. C'est l'un des nombreux défis auxquels ils sont confrontés.



ARTICLE D'OPINION

L'aide au développement en conflit : Une nouvelle vague durable de sécuritisation ? par Jonas Mikkelsen

Pour les consultants en développement, la sécuritisation de l'aide a des ramifications très pratiques. Tout d'abord, la mise en œuvre où les consultants en développement finissent par être cooptés par la sécuritisation fait d'eux une partie de l'agenda travaillant dans le paradigme de la sécurité, ce qui fait d'eux des cibles légitimes pour ceux qui s'opposent à l'agenda de la sécurité - mettant parfois leur sécurité en danger.

Deuxièmement, le lien avec l'utilisateur final des résultats de l'aide au développement et ses bénéficiaires devient largement absent en raison de la nature et de la forme du concept. L'impact d'une initiative vu sous l'angle de la sécurité est très différent. Cependant, cela ne signifie pas, à mon avis, que le cœur normatif du développement civil ne peut pas être basé sur des préoccupations concernant l'inégalité, la justice climatique et le bien-être. La frontière est mince : les points de vue dogmatiques aux deux extrémités du spectre sécurité-développement sont soit politiquement non viables, soit inefficaces pour obtenir des résultats en matière de développement durable.

Certains estiment que toutes les formes de sécuritisation sont condamnables par principe et qu'elles ne peuvent donc pas coexister avec le développement, tandis que d'autres pensent que le développement est impossible si l'accent n'est pas mis sur la sécurité et la stabilité.

Peut-être devrions-nous, de manière plus pragmatique, viser une "développementalisation" de l'agenda de la politique de sécurité canadienne, en injectant des éléments normatifs de développement le plus tôt possible dans les interventions, plutôt que de refuser les prémisses actuelles de la politique intérieure et de la politique étrangère en matière de sécuritisation de l'aide au développement.



ENGAGEZ-NOUS!

Le comité des technologies de l'information et des communications numériques (TI&CN) est responsable du développement et de l'entretien du site Web du RPCDI, de la liste de diffusion et des comptes de médias sociaux. Dès le départ, le conseil d'administration a demandé que l'infrastructure d'information du RPCDI soit interactive afin de donner une voix aux professionnels canadiens du développement international et d'offrir aux membres un forum d'échange d'informations professionnelles, deux aspects du mandat de l'association.

STRATÉGIE ET GÉNÉRATION DE REVENUS ET DE LA CROISSANCE

Au cours de l'été, le CSGRC a travaillé avec diligence sur une ambitieuse approche en trois volets visant à accroître la présence du RPCDI dans la communauté internationale du développement. À cette fin, le comité travaille sur les objectifs suivants :

- 1) Augmenter le nombre de membres et le profil de l'organisation
- 2) Collecter des fonds pour la conférence de février 2024 et certains coûts opérationnels
- 3) Établir des relations avec les institutions académiques dans le cadre de la stratégie de génération de revenus et de croissance.

Outre ces objectifs visant à attirer de nouveaux membres et partenariats, le RPCDI réunit également les entreprises partenaires de longue date du RPCDI dans le cadre de tables rondes afin de discuter de la meilleure façon de mettre en œuvre leur expertise dans un secteur et un monde qui évoluent rapidement.

Outre ces initiatives, le comité jette les bases du plan stratégique du RPCDI. Comme le plan stratégique actuel se termine en 2024, le RPCDI cherche à créer une nouvelle vision pour répondre aux besoins de ses membres, ainsi que pour répondre aux orientations du développement international au cours des années 2024-2029.

Si vous avez des suggestions que vous aimeriez voir reflétées dans le travail du comité sur ces initiatives, veuillez envoyer vos commentaires au gestionnaire des opérations et de l'engagement du RPCDI, Scott Marentette, par courriel à scott.marentette@caidp-rpcdi.ca



Plateforme de diffusion du RPCDI

La plateforme de diffusion du RPCDI est le plus ancien outil d'information. Il est conçu pour permettre aux membres de communiquer entre eux et avec l'association, et pas seulement pour permettre au RPCDI d'envoyer des messages. Cela signifie que les membres peuvent envoyer et envoient des messages à la liste de diffusion, en moyenne 30 à 50 par mois, mais de nombreux membres semblent ignorer qu'ils peuvent également publier des informations sur le site web et sur les médias sociaux du RPCDI.



**NOUS INVITONS LES MEMBRES À NOUS
FAIRE PART DE CONTENUS À INCLURE
DANS LES PROCHAINS BULLETINS**

**VEUILLEZ ENVOYER VOS IDÉES AU
GESTIONNAIRE DES OPÉRATIONS ET DE
L'ENGAGEMENT
SCOTT MARENTETTE**

PROGRAMMES ET CONFÉRENCES

Le 7 juin 2023, le RPCDI, en collaboration avec la Norman Paterson School of International Affairs (NPSIA) de l'Université Carleton, et en conjonction avec l'événement 2023 Together/Ensemble (Université de Waterloo), a organisé une réunion d'experts de haut niveau pour examiner les progrès réalisés par le Canada dans la mise en œuvre de la Vision 2030.

La ministre Karina Gould (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social), la secrétaire parlementaire Anita Vandenberg (secrétaire parlementaire du ministre du Développement international) et le député Ryan Turnbull étaient présents et ont prononcé des discours passionnés sur le travail accompli par le Canada pour atteindre les ODD.

Pour sa part, le discours de la ministre Gould et la discussion au coin du feu ont été diffusés en direct à plus de 700 personnes dans tout le pays. M. Matthew Bishop, journaliste et innovateur, membre de l'Institut Marshall, Brookings, et fondateur de l'Impératif de progrès social, et Dr. Teddy Y. Samy, directeur de la Norman Paterson School of International Affairs (NPSIA), ont également prononcé des discours devant les participants (au nombre de 58).

Le lien vers l'enregistrement vidéo de l'événement se trouve sur le site web du RPCDI ou sur YouTube à l'adresse suivante :

[The Next Half of the 2030 Agenda: What can Canada do differently? - Together|Ensemble 2023 - YouTube](https://www.caidp-rpcdi.ca/)

Pour l'avenir, le Comité s'activera dans les domaines suivants :

- Planifier une autre séance d'information pour les parlementaires, axée sur l'APD canadienne et les conflits régionaux
- Préparer la conférence du RPCDI qui se tiendra les 21 et 22 février
- Envisager la production de ballados ou collaborer avec des ballados existants (tels que "The Global Development Primer" de Halifax produit par le Dr. Robert Huish de l'Université Dalhousie) pour discuter de sujets liés au développement international (voir par exemple son ballado sur l'"Industrial Green New Deal").

Nous encourageons également les membres à créer des liens avec d'autres producteurs de contenu sur le développement international. Tout contenu intéressant qui, selon vous, pourrait intéresser d'autres membres du CAIDP, peut être affiché sur la liste de diffusion du RPCDI.

Si vous avez des commentaires ou des suggestions concernant le contenu à produire par le RPCDI pour les membres du RPCDI, ou des suggestions de collaboration avec d'autres organisations, veuillez contacter le gestionnaire des opérations et de l'engagement du RPCDI, Scott Marentette, par courriel à scott.marentette@caidp-rpcdi.ca et en indiquant "Suggestions pour le CPC du RPCDI" dans la ligne d'objet.

Noel Millson

Site web du RPCDI



Le site web du RPCDI est complexe et a de multiples fonctions : comme la plupart des membres le savent, les adhésions sont gérées via le site web. Il envoie des avis de renouvellement automatique et traite les paiements en toute sécurité. Lorsque vous devenez membre, vous recevez un nom d'utilisateur, un mot de passe et un numéro de membre. Ces éléments sont importants pour accéder à de nombreux avantages liés à l'adhésion.

On encourage les membres à fournir un profil de membre (par exemple, [le profil de l'ancien président Abbas Sumar](#)). De nombreux membres affirment que leur profil professionnel est la première chose qui apparaît lorsque des clients potentiels les recherchent sur Google. Cela donne au client l'assurance qu'ils sont membres d'une association professionnelle et qu'ils adhèrent à un code de conduite professionnelle.

Les membres peuvent également publier des informations sur les [blogs](#), [les événements](#) et [les forums](#) du RPCDI et les entreprises membres peuvent également publier des [offres d'emploi](#). Si vous avez des informations à partager, nous vous encourageons à vous connecter à votre compte sur le site web du RPCDI, à cliquer sur le coin des membres et à ajouter du contenu !

Le mandat du comité des technologies de l'information et des communications numériques est de permettre au conseil d'administration, à ses comités et à l'ensemble des membres de mener à bien leurs missions et leurs projets respectifs de manière efficace et efficiente grâce à l'utilisation d'outils et d'applications informatiques fonctionnels, appropriés et rentables. Il s'agit de protéger et de maintenir l'intégrité de l'infrastructure sous-jacente sur laquelle le RPCDI s'appuie pour atteindre efficacement ses objectifs généraux, en veillant notamment à ce que ces outils soient mis à jour et en bon état de fonctionnement, le cas échéant.

Médias sociaux du RPCDI



Le RPCDI encourage également ses membres à partager leurs messages sur les médias sociaux via les pages [Facebook](#) et [LinkedIn](#) du RPCDI ou son compte [Twitter](#). Nous savons par expérience que les messages publiés sur les médias sociaux du RPCDI atteignent de nombreuses personnes qui ne sont pas abonnées à la liste de diffusion.

Nous encourageons tous les membres du RPCDI à relier leurs médias sociaux et à partager les messages avec leurs collègues via les médias sociaux du RPCDI. Engagez-vous dès aujourd'hui !

